

DIEDERICHS avait occupé Kiao Tcheou, le 14 novembre. La Chine, malgré des arrangements antérieurs au sujet de cette baie avec la Russie, trop faible pour résister à cette agression injustifiable, fut obligée, par une convention du 6 mars 1898, de céder à bail à l'Allemagne pour 99 ans, tout en gardant tous ses droits de souveraineté, une zone de 50 kilomètres à partir de la marée haute autour de la baie de Kiao Tcheou, pour le passage en tout temps de troupes allemandes; elle accordait aussi un droit de bail sur les deux rives de l'entrée de la baie ainsi que sur un certain nombre d'îles, avec l'autorisation pour l'Allemagne de construire deux lignes de chemin de fer au Chan Toung et de mettre en valeur les gisements miniers sis dans les 15 kilomètres de part et d'autre de la voie; l'une de ces lignes, qui allait de Tsing Tao à Tsi Nan, capitale de la province, n'avait pas moins de 434 kilomètres de longueur. On conçoit combien ce coin enfoncé au cœur d'une province, patrie des grands philosophes Confucius et Mencius, limitrophe de celle dans laquelle se trouve la capitale, dut être douloureux pour les Chinois, et cet attentat ne fut sans doute pas étranger au mouvement des Boxeurs en 1900.

D'ailleurs les prétentions de l'Allemagne augmentaient; par un échange de notes du 31 décembre 1913, elle obtenait le privilège de deux lignes de chemin de fer, allant, l'une de Kaomi au Chan Toung, à la grande ligne de T'ien Tsin-Pou K'eu en face de Nan King; l'autre de Tsi Nan à la ligne de Pe King à Han K'eu; c'était la prise de possession, non seulement de tout le Chan Toung, mais aussi de la vallée du Canal Impérial, d'autant plus que l'Allemagne obtenait un droit de préférence pour les lignes Tche Fou-Wei Hien, Tsi Ning-K'aï Foug, et même pour toute extension vers l'ouest de la ligne Tsi Nan-Choun Te (ligne Pe King-Han K'eu).

Déjà le Japon, qui depuis les traités de Shimonosek et de Portsmouth, visait à l'asservissement de la Chine, tout en arguant de son désir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays, le 26 avril 1913, consent à la Chine un emprunt, destiné à aider, non pas la politique